



Numéro PPQ/9408

vendredi 13 mars 2015

Les grands titres:

- Syrie : « la crédibilité de la communauté internationale est en jeu », selon huit responsables de l'ONU
- Au Japon, la communauté internationale va discuter comment gérer les risques de catastrophes
- Les économies d'Afrique de l'Ouest subissent les retombées de l'épidémie d'Ebola, selon l'ONU
- Le Conseil de sécurité en visite au Burundi
- Haïti : la Mission de l'ONU salue le calendrier proposé pour les élections de 2015
- L'ONU se félicite de l'abolition de la peine de mort au Suriname et en Côte d'Ivoire

Syrie : « la crédibilité de la communauté internationale est en jeu », selon huit responsables de l'ONU



13 mars - Alors que le conflit en Syrie entre dans sa cinquième année, huit responsables des Nations Unies ont prévenu vendredi dans un communiqué conjoint que l'incapacité de la communauté internationale à mettre fin à cette guerre mettait en cause sa crédibilité.

« L'effroyable crise en Syrie entre dans sa cinquième année. Une crise qui continue d'avoir un coût humain inacceptable. Une crise que la communauté internationale n'a pas réussi à stopper », dénoncent ces responsables.

« La population de Syrie, et les gens à travers le monde, veulent que les souffrances cessent », ajoutent-ils. « Nous demandons : que faut-il faire pour mettre fin à cette crise? L'avenir d'une génération est en jeu. La crédibilité de la communauté internationale est en jeu », ajoutent-ils.

Les huit responsables onusiens incluent la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, Valerie Amos, la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits, Zainab Bangura, la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr. Margaret Chan, la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Ertharin Cousin, le Haut-Commissaire pour les réfugiés, Antonio Guterres, le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Pierre Krähenbühl, le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Anthony Lake, et la Représentante spéciale du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui.

En quatre ans de guerre, le conflit a tué plus de 200.000 personnes. Plus de 12,2 millions de personnes en Syrie ont besoin d'une assistance et 3,9 millions de personnes ont fui le pays en quête de sécurité.

« Nous avons exprimé notre horreur, notre indignation, notre frustration alors que nous voyons la tragédie se dérouler sous nos yeux. En tant que leaders humanitaires nous nous engageons à continuer à faire de notre mieux pour aider tous ceux qui sont pris dans cette guerre. Les gens vulnérables. Ceux qui sont assiégés. Avec nulle part où aller », déclarent les huit responsables.



Selon eux, « il faut que les dirigeants du monde mettent de côté leurs différences et utilisent leur influence pour apporter des changements significatifs en Syrie : pousser les parties prenantes à cesser les attaques aveugles contre les civils; obtenir la levée de sièges qui maintiennent prisonnières plus de 212.000 personnes sans nourriture depuis des mois; permettre la livraison de fournitures chirurgicales et médicales vitales; mettre fin à la punition collective de civils consistant à couper l'approvisionnement en eau et en électricité; et éviter l'effondrement complet du système éducatif ».

Au Japon, la communauté internationale va discuter comment gérer les risques de catastrophes



13 mars - La communauté internationale se retrouve ce weekend à Sendai, au Japon, pour se mettre d'accord sur un nouveau cadre permettant de gérer les risques de catastrophes et ayant pour but de réduire la mortalité et les pertes économiques.

Depuis la dernière conférence sur cette question à Kobe, au Japon, en janvier 2005, au moins 700.000 personnes sont mortes, 1,7 milliard de personnes ont été affectées et les pertes économiques se sont élevées à 1.400 milliards de dollars à la suite de catastrophes. La première conférence de la sorte a eu lieu à Yokohama en 1994, a rappelé le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes dans un communiqué de presse.

La troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la prévention des risques de catastrophes s'ouvrira samedi, en présence de l'Empereur et de l'Impératrice du Japon, du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et des chefs d'Etat et de gouvernements de plus de 170 pays.

A la veille de la Conférence, les représentants des gouvernements étaient réunis vendredi pour la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence afin d'examiner le texte du Cadre après 2015 pour la réduction des risques de catastrophes qui sera adopté le 18 mars, le jour de clôture de la conférence.

« Après trois années de consultation sur un Cadre après-2015 mettant à jour l'actuel Cadre d'action de Hyogo, il y a un consensus général sur le fait que nous devons passer de la gestion des catastrophes à la gestion des risques de catastrophe », a déclaré vendredi la chef du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes, Margareta Wahlström.

« Si le monde réussit à lutter contre les facteurs sous-jacents de risques tels que la pauvreté, le changement climatique, le déclin des écosystèmes qui protègent, l'urbanisation incontrôlée et l'exploitation des terres, le résultat sera une planète beaucoup plus résistante. Le cadre aidera à réduire les niveaux actuels de risques et à éviter l'apparition de nouveaux risques », a-t-elle ajouté.

Les économies d'Afrique de l'Ouest subissent les retombées de l'épidémie d'Ebola, selon l'ONU



13 mars - Même épargnées par l'épidémie d'Ebola ou guéries de leurs quelques cas, les économies des pays d'Afrique de l'Ouest subissent les retombées de la crise actuelle en raison de leurs liens profonds avec les trois pays les plus touchés, selon un nouveau rapport de l'ONU publié cette semaine.

« Les conséquences du virus Ebola sont vastes », a déclaré le Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique, Abdoulaye Mar Dieye. « La stigmatisation, l'aversion au risque et la fermeture des frontières ont provoqué des dommages importants au sein d'un grand nombre d'économies de la sous-région ».

Selon le Groupe de développement des Nations Unies (UNDG), l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble risque de perdre au

moins 3,6 milliards de dollars par an, en moyenne, entre 2014 et 2017, en raison d'une diminution du commerce transfrontalier, de l'annulation de vols et d'une réduction directe des investissements étrangers et de l'activité touristique.

Cette baisse a eu un impact important sur le développement humain. Le revenu par habitant de la région devrait chuter de 18 dollars par an entre 2015 et 2017. En Côte d'Ivoire, le taux de pauvreté a augmenté d'au moins 0,5 point de pourcentage en raison d'Ebola, tandis qu'au Sénégal, la proportion de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté pourrait augmenter de 1,8% en 2014. En outre, l'insécurité alimentaire pourrait augmenter dans des pays comme le Mali et la Guinée-Bissau.

Citant les efforts de l'Union africaine, qui a envoyé des médecins en provenance du Nigeria et d'Ethiopie, les efforts coordonnés de l'Union du fleuve Mano et le Fonds régional de solidarité de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le rapport appelle à la participation accrue des gouvernements ouest-africains et des institutions régionales pour stopper l'épidémie.

En outre, selon le rapport, la prévention des épidémies futures doit impliquer un mélange d'interventions régionales et nationales incluant le renforcement des secteurs de la santé dans la région, la création immédiate d'un Centre régional de contrôle et de prévention des maladies, le contrôle coordonné des frontières et l'établissement d'un système régional d'alerte précoce et de gestion des catastrophes.

Ces efforts de prévention pourront s'appuyer sur les expériences de pays tels que le Nigeria et le Sénégal, dont les systèmes de santé décentralisés ont joué un rôle primordial dans le ralentissement et l'éradication de la transmission de la maladie.

Le document appelle également à un plan de redressement intégré, comprenant la réouverture des frontières et la création de filets de sécurité sociale efficaces pour les populations touchées et les plus vulnérables. Il appelle également à une meilleure coopération régionale et nationale, visant à accélérer les efforts de relèvement dans les trois pays les plus touchés.

Le Conseil de sécurité en visite au Burundi



13 mars - Une délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies était vendredi à Bujumbura, la capitale du Burundi, dans le cadre d'une tournée qui l'a conduit auparavant à Bangui, en République centrafricaine, et à Addis-Abeba, en Ethiopie.

Lors de leur visite, les membres de la délégation devaient rencontrer le Président du Burundi et d'autres membres du gouvernement, des responsables de la Commission électorale nationale, des représentants des partis politiques et de groupes de jeunes, ainsi que des diplomates, des représentants de la Mission électorale des Nations Unies au Burundi (MENUM) et de l'équipe-pays des Nations Unies, a indiqué le porte-parole du Secrétaire général lors d'un point de presse à New York.

En février, dans une déclaration de la Présidence du Conseil, les 15 membres du Conseil de sécurité avaient salué l'adoption à l'unanimité par les Burundais du Code électoral en 2014, l'adoption de la feuille de route électorale et la signature du code de conduite à l'usage des partis et acteurs politiques.

Toutefois, le Conseil s'était dit « préoccupé par les actes d'intimidation et de harcèlement, les violences à caractère politique, les arrestations et détentions arbitraires et les autres restrictions à l'exercice du droit à la liberté d'expression et du droit de réunion pacifique qui lui ont été signalés ».

Il avait encouragé le gouvernement du Burundi « à faire davantage pour ménager un espace à tous les partis politiques, y compris ceux de l'opposition extraparlamentaire, et améliorer le dialogue entre les différents acteurs politiques de manière à instaurer un climat de liberté et d'ouverture propice à la tenue des élections de 2015 ».

Haïti : la Mission de l'ONU salue le calendrier proposé pour les élections de 2015



13 mars - La Mission des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) a salué vendredi la proposition formelle d'un calendrier pour les élections qui ont été reportées depuis 2011 et doivent désormais se dérouler cette année.

La MINUSTAH a félicité le Conseil électoral haïtien pour ses multiples consultations avec les acteurs politiques et son approche transparente. Elle a dit attendre avec impatience la publication rapide de ce calendrier.

« Ces élections sont d'une importance fondamentale pour Haïti et concernent tous les sièges locaux et municipaux », a déclaré un porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, lors d'un point de presse à New York.

L'ONU et les partenaires internationaux d'Haïti travaillent avec le Conseil électoral haïtien pour organiser des élections justes, ouvertes et transparentes qui permettront l'inauguration de la 50^e législature du pays en janvier 2016 et un transfert du pouvoir à un Président nouvellement élu en février 2016.

La Mission de l'ONU est chargée par le Conseil de sécurité des Nations Unies de fournir un soutien logistique et une expertise technique pour aider le gouvernement d'Haïti à continuer de développer les capacités des institutions chargées de l'état de droit aux niveaux national et local.

L'ONU se félicite de l'abolition de la peine de mort au Suriname et en Côte d'Ivoire



13 mars - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est félicité vendredi de la récente adoption par les parlements du Suriname et de la Côte d'Ivoire de lois pour éliminer la peine de mort des codes pénaux de leurs pays.

« Nous espérons que ces lois seront prochainement signées et promulguées par les Présidents des deux pays », a dit une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, lors d'un point de presse à Genève.

Photo ONU/Martine Perret

La décision au Suriname suit l'engagement du pays lors de son dernier examen périodique universel en 2011 (une procédure mise en œuvre au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies) de soutenir les recommandations appelant à l'abolition de la peine de mort. Le Suriname avait établi un moratoire de facto sur la peine de mort qui était en vigueur depuis 1927.

« Nous espérons que l'initiative du Suriname aura un impact positif sur les autres pays de la région qui ont un moratoire de facto mais maintiennent toujours la peine de mort dans leurs cadres juridiques », a dit Mme Shamdasani.

En Côte d'Ivoire, la peine capitale a été abolie dans la nouvelle constitution adoptée en 2000, mais était restée dans le code pénal jusqu'à présent.

« Nous encourageons à la fois le Suriname et la Côte d'Ivoire à ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui vise à l'abolition de la peine de mort », a dit la porte-parole du HCDH.